



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/9623\*  
29 janvier 1970  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 JANVIER 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT D'ISRAEL AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre que vous a adressée le représentant de la Jordanie le 27 janvier 1970 (A/7944 et S/9618).

Cette lettre demande la distribution de photographies prétendant représenter des victimes de la guerre et des dommages causés du côté jordanien de la ligne de cessez-le-feu. Comme on le sait, le cessez-le-feu est constamment violé par les actes d'agression commis par les forces régulières et irrégulières qui lancent du territoire jordanien des attaques contre les villages israéliens et leurs habitants civils. Les effusions de sang et les dommages que provoque cet état de guerre ont été décrits en détail à l'Organisation des Nations Unies et mentionnés dans la presse internationale.

Il est évident que les attaques armées jordaniennes et les ripostes auxquelles Israël est contraint pour assurer sa défense causent des tourments et des souffrances des deux côtés. Les Etats arabes, et notamment la Jordanie, qui ont déclenché et maintiennent actuellement cet état de guerre en violation du cessez-le-feu, doivent être tenus pour responsables de ces regrettables conséquences.

Il est, certes, temps que le Gouvernement jordanien fasse le bilan des douleurs et des souffrances qu'il a infligées à tant de personnes par ses actes constants d'agression contre Israël. Si le Gouvernement jordanien se préoccupait sincèrement du bien-être de ses citoyens, il respecterait ses obligations internationales et mettrait un terme à la guerre dans laquelle il a entraîné les peuples de Jordanie

\* Publié également sous la cote A/7945.

et d'Israël. Dans l'attente de la négociation d'une paix définitive, il incombe aux gouvernements intéressés de respecter dûment et effectivement le cessez-le-feu. Telles sont la politique et les intentions du Gouvernement israélien.

Si le Gouvernement jordanien s'en tenait à la même politique, il pourrait être mis fin immédiatement aux effusions de sang et aux souffrances humaines.

J'ai l'honneur de demander que la présente lettre soit distribuée comme document officiel du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Veuillez agréer, etc.

Le représentant permanent d'Israël  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) J. TEKOAH

-----